

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [Cf. Date de
signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie

Zac du Moulin Blanc
741, rue du Champ des Oiseaux
59230 Saint-Amand-les-Eaux

Références : V2/2023-186
Code AIOT : 0007001957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie implanté ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incendie s'étant déclaré sur le centre de tri exploité par la société MALAQUIN à Saint-Amand-Les-Eaux le dimanche 11/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie
- ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux

- Code AIOT : 0007001957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALAQUIN, implantée à Saint-Amand-les-Eaux, exploite :

- un centre de tri et de regroupement de déchets ménagers et industriels ;
- une déchetterie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 6 avril 2000. Il a ensuite été autorisé à procéder à l'extension de ses activités par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 novembre 2013 puis du 4 août 2017.

Le site est autorisé à réceptionner 100 000 t/an de déchets non dangereux pour ses activités de tri et de regroupement.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Suite aux évolutions de la nomenclature ICPE, le site est désormais soumis à enregistrement (ancien régime : autorisation) au titre de la rubrique :

- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

Dans ce cadre, les activités du centre de tri et de regroupement sont notamment encadrées par :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en ce qui concerne les installations existantes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie du 11/06/2023

2) Gestion de l'incendie du 11/06/2023

Chronologie de l'incendie

Un incendie s'est déclaré dimanche 11/06/2023 vers 13h45 (site fermé) sur une zone d'entreposage en vrac de déchets non dangereux combustibles présents sous le bâtiment d'exploitation au niveau du hall 1, au niveau d'une alvéole dédiée (délimitation par le bardage et des blocs bétons sur 2 des côtés). Ces déchets correspondent à des refus de tri de déchets industriels banals et sont composés d'un mélange non valorisable de matières combustibles de type plastiques, cartons,....

Selon l'état des stocks au 11/06/2023 présenté par l'exploitant, la quantité présente au sein de l'alvéole était de 8 t / 50 m³.

Ces déchets ultimes sont entreposés dans l'attente d'atteindre une quantité suffisante pour procéder à leur évacuation du site.

Cet incendie s'est propagé au niveau d'une zone d'entreposage en vrac présente au niveau du hall 1 de déchets industriels valorisables en attente de tri (plastiques, cartons, bois).

L'exploitant évalue la quantité de ces déchets impactés à 11 t / 50 m³. Ces éléments sont cohérents avec l'état des stocks au 11/06/2023 présenté par l'exploitant.

Au total, les quantités de déchets impactés par l'incendie s'élèvent à 19 t / 100 m³.

L'incendie a été détecté grâce à la présence de caméras thermiques fixes et d'un dispositif de télésurveillance qui ont permis d'alerter l'exploitant et le service départemental d'incendie et de secours qui se sont rendus sur place.

Le temps était extrêmement chaud (température supérieure à 30°C) et sec.

Le SDIS est intervenu pour éteindre l'incendie au moyen :

- du poteau incendie présent sur le site ;
- de la réserve d'eau présente au niveau de la zone d'activité (200 m³).

La vanne de confinement du réseau eaux pluviales de cette partie du site a été actionnée après 30' d'intervention par le responsable sécurité-environnement de MALAQUIN à son arrivée sur site.

Les déchets ont été retirés de l'alvéole pour être étalés en extérieur sur une zone imperméabilisée et arrosés. Selon la chronologie établie par l'exploitant, l'évacuation des déchets a débuté à 15h45. Ils ont ensuite été mis en benne et arrosés en présence d'un additif d'extinction (« fireslam ») détenu par l'exploitant. Les bennes ont été disposées en extérieur sous surveillance de l'exploitant.

La quantité d'eau mise en oeuvre n'est pas connue.

Aucun blessé n'est à déplorer. L'outil de production (convoyeur vers la ligne de tri) ne serait pas impacté. En revanche le bâtiment d'exploitation est endommagé :

- notamment au niveau de la première travée avec la stabilité de la structure métallique qui reste à apprécier par les experts ;
- arrachage des portes d'accès pour faciliter l'intervention du SDIS ;
- endommagement du dispositif de détection thermique (caméras thermiques), des exutoires de fumées et du bardage métallique.

Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, les déchets impliqués dans l'incendie ne faisaient plus

l'objet d'arrosage, étaient entreposés dans des bennes à l'extérieur et ne généraient plus aucune fumée.

Une planche photographique est jointe en annexe 1.

Causes

Selon l'exploitant, l'origine du sinistre n'est pas établie. Il pourrait être consécutif à la présence fortuite d'une pile ou d'une batterie et des fortes chaleurs.

Le visionnage de l'enregistrement de vidéosurveillance par l'exploitant laisse apparaître un départ de feu au sein du stockage vrac, au pied d'un poteau de la structure métallique du bâtiment.

Conséquences

Le bâtiment dans lequel s'est déroulé l'incendie forme rétention et dispose également de 2 fosses enterrées :

- une sous le convoyeur ;
- une sous la cabine de tri.

Le volume utile de ces fosses n'est pas connu de l'exploitant.

Compte tenu de cette configuration et de la fermeture de la vanne d'isolement du réseau eaux pluviales de cette partie du site, les eaux d'extinction (sous bâtiment et en extérieur) ont été collectées et dirigées gravitairement vers ces fosses et vraisemblablement dans les canalisations en point bas du réseau eaux pluviales du site.

Le jour de la visite :

- les fosses n'étaient pas pleines. Les eaux d'extinction y étaient confinées ;
- aucune présence d'eau en extérieur n'a été relevée sur les parties imperméabilisées. La présence d'eau dans les canalisations du réseau eaux pluviales n'a pas été vérifiée.

L'exploitant a indiqué réaliser l'analyse de ces eaux d'extinction afin de définir la filière de gestion appropriée :

- rejet au réseau collectif de la zone d'activité ;
- pompage et évacuation vers des filières dûment autorisées.

En temps normal, les eaux pluviales sont évacuées, après passage par un séparateur à hydrocarbures, vers le réseau collectif de la zone d'activité qui aboutirait à un bassin dont l'exploitant ne connaît ni la nature, ni l'exutoire.

Au vu des constats faits lors de la visite et compte tenu de la configuration du site, l'exploitant estime que la mise en œuvre de la vanne d'isolement a vraisemblablement permis de confiner l'ensemble des eaux incendie, même si elle n'est intervenue que 30 minutes après le début de la mise en œuvre des moyens de défense incendie. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué que dans ce cadre, il avait contacté le gestionnaire du réseau d'assainissement de la zone d'activité afin de mener les actions de vérification pour s'en assurer. Néanmoins, au 14/06/2023, l'exploitant n'avait pas obtenu de retour du gestionnaire.

Demande de l'inspection 1 : Dans un délai maximum d'une semaine post-incendie, l'exploitant communiquera les résultats d'analyses à l'inspection des installations classées ainsi que ses propositions quant à leur gestion. Ces analyses porteront a minima sur les paramètres définis par

l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 ainsi que sur les HAP, les dioxines et toutes les substances que l'exploitant jugera utile d'analyser au regard de la connaissance qu'il a des déchets qui ont brûlé.

Les résultats devront être comparés aux valeurs limites d'émission prescrites et en leur absence à des valeurs de référence permettant de s'assurer de leur compatibilité avec le milieu récepteur.

Demande de l'inspection 2 : Les effluents présents dans les fosses et dans le réseau eaux pluviales devront faire l'objet de ces mesures de gestion qui devront intervenir dans un délai maximum de 7 jours à compter de la notification du présent rapport, afin d'assurer la disponibilité des volumes de confinement prescrits.

Selon l'exploitant, les déchets brûlés seront évacués vers une installation de stockage de déchets non dangereux.

Demande de l'inspection 3 : Dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant procédera à l'évacuation des déchets impactés lors du sinistre en filière dûment autorisée. Dans l'attente, ces déchets doivent être stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution, à l'abri des intempéries.

L'exploitant transmettra à l'Inspection les éléments d'acceptabilité et de traçabilité liés à l'évacuation de ces déchets, justificatifs à l'appui.

Reprise des activités autorisées sous le bâtiment objet du sinistre

Compte tenu :

- de la présence d'eau d'extinction ne permettant pas d'assurer la disponibilité des volumes de confinement prescrits ;
- de l'endommagement du bâtiment : structure, portes d'accès, exutoires, bardage et dispositif de détection incendie ;

la reprise de l'exploitation des activités de tri et de regroupement de déchets non dangereux exercées au sein du bâtiment ne peut être réalisée dans ces conditions par l'exploitant.

Cette reprise d'exploitation ne pourra être réalisée que sous réserve du respect par l'exploitant des prescriptions réglementaires :

- de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en ce qui concerne les installations existantes ;
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2017 ;

notamment en ce qui concerne les dispositions constructives (comportement au feu, désenfumage, ...), le système de détection incendie, le confinement des eaux d'extinction. Les prescriptions spécifiques relatives au débit du poteau incendie font quant à elle l'objet d'une proposition de mise en demeure de la part de l'inspection (cf. § 3.2 et 3.4).

Information de l'inspection des installations classées

L'exploitant n'a pas prévenu l'Inspection des installations classées de ce sinistre (courriel ou

téléphone) mais le responsable du site et le responsable sécurité-environnement ont indiqué être en train de rassembler les éléments afin d'informer l'Inspection lorsque celle-ci les a contactés par téléphone lundi 12/06/2023 matin. Ainsi un premier état de la situation a pu être réalisé lors de cet échange et en amont de la visite d'inspection.

L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées cet incident survenu du fait du fonctionnement de son installation qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

Il a été rappelé à l'exploitant son obligation de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées cet incident. Dans ce cadre, l'adresse mail générique de l'unité départementale à utiliser est la suivante : ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

ainsi que le numéro de téléphone du standard : 03 27 21 05 15 muni d'un répondeur.

En cas d'urgence et en dehors des heures ouvrables, il convient de contacter la préfecture du Nord : 03 20 30 59 59.

Ces éléments devront être intégrés dans les procédures d'exploitation du site.

Rapport d'incident/d'accident

Demande de l'inspection 4 : L'exploitant transmettra sous un délai maximum de 30 jours, un rapport d'incident/d'accident comportant l'ensemble des éléments réglementaires requis et tous les éléments d'appréciation utiles, conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Celui-ci pourra utilement être réalisé sur la base de la fiche de notification d'accident du BARPI disponible sur : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Une analyse suffisamment approfondie devra être menée sur la recherche des causes profondes, sur les enseignements tirés et les améliorations tant techniques qu'organisationnelles envisagées.

L'exploitant devra également présenter les mesures prises pour assurer l'information de la DREAL dans les meilleurs délais.

3) Autres dispositions réglementaires examinées

3-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

3-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 3-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 16.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux de collecte des effluents	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 4.2	/	Sans objet
3	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 5.2	/	Sans objet

3-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a également relevé 1 non-conformité relative aux besoins en eaux d'extinction incendie et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société MALAQUIN, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'article 16.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017.

L'Inspection des installations classées formule également 2 faits susceptibles de suites administratives (plan des réseaux et volume de confinement) pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant dans un délai de 30 jours, pour pouvoir, soit statuer sur la conformité de ses installations, soit lever la non-conformité relevée.

3-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte des effluents
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter rapidement le plan des réseaux d'assainissement du site à jour. Le serveur partagé utilisé par l'exploitant regroupant les éléments relatifs à la gestion environnementale du site ne contenait pas ce plan des réseaux. Après recherche par le Directeur d'agence, le plan des réseaux d'assainissement a toutefois pu être présenté à l'Inspection lors de la visite. Ce plan est daté du 24/10/2019. Néanmoins l'existence de ce plan n'était pas connue des autres participants à la visite d'inspection. Ce plan présente notamment les réseaux de collecte des effluents, les 2 vannes de sectionnement pour le confinement des eaux d'extinction sur le réseau eaux pluviales du site ainsi que les dispositifs de traitement des eaux pluviales (séparateur à hydrocarbures). Faits susceptibles de suites 1 : Le plan des réseaux est incomplet et notamment ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none">• la gestion des eaux pluviales au niveau du bassin situé à l'ouest, ni le point de rejet associé (codifié n°2 dans l'arrêté préfectoral), ni son exutoire, ni le volume utile du bassin, ni la nature du bassin (étanche/non étanche) ;• le point de rejet des eaux pluviales codifié n°1 dans l'arrêté préfectoral, ni son exutoire ;• les différents dispositifs de confinement.
Observations : L'exploitant transmettra un plan exhaustif des réseaux de collecte des effluents du site. L'exploitant mettra en place l'organisation lui permettant de disposer d'un plan des réseaux à jour et accessible en toute circonstance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 16.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Prescription contrôlée : Dispositions spécifiques au bâtiment d'extension (comportant l'une des presses à balles) [...] Un poteau d'incendie (d'un débit de 150 m ³ /h) est implanté à moins de 200 mètres de ce bâtiment. Une réserve d'eau de 200 m ³ doit également être disponible sur la zone d'activité en complément aux débits disponibles sur le réseau d'incendie et à l'eau disponible dans le bassin tampon de l'entreprise. [...]
Constats : La réserve incendie de la zone d'activités d'une capacité de 200 m ³ a été utilisée par le SDIS lors de l'incendie du 11/06/2023. Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'exploitant a présenté le plan d'implantation du poteau incendie présent sur le site, situé entre le bâtiment d'exploitation et le bâtiment de stockage. L'exploitant a présenté le rapport de reconnaissance opérationnelle des points d'eau incendie du site établi par le SDIS le 23/09/2022. Celui-ci fait état : <ul style="list-style-type: none">• de la présence d'un poteau incendie sur le site présentant un débit de 114 m³/h sous 1 bar à la date du dernier contrôle du 17/04/2019 ;• d'un second poteau incendie présentant un débit de 32 m³/h sous 1 bar à la date du dernier contrôle du 04/05/2021. Selon l'exploitant ce poteau se situe en dehors de l'emprise ICPE du site au niveau de la maintenance. Néanmoins l'exploitant n'a pu justifier de son implantation à moins de 200 m du bâtiment concerné.
<u>Constat avec suites 1</u> : Les besoins en eau d'extinction incendie requis ne sont pas disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie, doit être réalisé avec un volume suffisant. Ces eaux s'écouleront dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en situation d'accident.</p> <p>Ce bassin de confinement, d'un volume minimal de 300 m³, doit être opérationnel dès le démarrage de l'activité.</p> <p>Un dispositif d'obturation est placé à l'aval du bassin pour contenir sur site les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Une zone de rétention de 415 m³ est créée sur site pour contenir les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Cette zone est constituée par :</p> <ul style="list-style-type: none">• la dalle du bâtiment " presse à balles " qui forme rétention ;• la voirie de l'établissement qui est ceinturée par une bordure de trottoir et dont les réseaux de collecte des eaux pluviales sont munies d'une obturation. <p>Les eaux collectées dans cette zone en cas de sinistre ne peuvent être rejetées qu'à partir du moment où elles respectent les valeurs limite de rejet autorisées par les arrêtés préfectoraux applicables au site. Sinon, elles doivent être éliminées dans une filière de traitement adaptée à leur qualité.</p>
Constats : Lors de la visite d'inspection du 12/06/2023, l'exploitant a indiqué disposer : <ul style="list-style-type: none">• d'un premier volume de confinement composé du bâtiment principal d'exploitation dans lequel s'est déroulé l'incendie formant rétention et présentant 2 fosses enterrées comme développé précédemment ;• d'un second volume de confinement lié au bâtiment stockage formant également rétention ;• d'un troisième volume de confinement formé par les voiries imperméabilisées et bordurées du site et les 2 vannes d'isolement du réseau eaux pluviales. <p>Faits susceptibles de suites 2 : Néanmoins le volume utile de ces différents confinements n'est pas connu de l'exploitant.</p>
Observations : L'exploitant justifiera des volumes de confinement réellement disponibles sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet